

Date d'entrée en vigueur : 1 janvier 2021

Cette Note d'information, qui prend effet le 1 janvier 2021 , modifie la version antérieure qui avait pris effet le 4 décembre 2019.

Vous pouvez consulter les changements apportés par cette Note d'information en cliquant [ici](#).

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX TRAITEMENTS DE DONNEES
PERSONNELLES DES CANDIDATS PAR NOS BUREAUX SITUES AU SEIN DE L'UE ET
DU Royaume-Uni (R-U)**

INTRODUCTION

La présente note d'information décrit la façon dont Squire Patton Boggs (ci-après le « Cabinet », « nous ») traite et assure la protection des données à caractère personnel de tous potentiels associés, collaborateurs indépendants, stagiaires et employés (ci-après collectivement les « Candidats ») présentant sa candidature auprès de l'un de nos bureaux ou l'une de nos entités situées dans l'Union européenne (« UE ») ou au Royaume-Uni (R-U) (ci-après « nos Bureaux de l'UE et du R-U») en vertu de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles.

Nous sommes un cabinet international agissant sous une Verein suisse (association), qui comprend Squire Patton Boggs (UK) LLP, Squire Patton Boggs (US) LLP, Squire Patton Boggs (AU) et d'autres entités légales. Une description complète de la structure est disponible sur notre site Internet sous la rubrique « Mentions légales » : www.squirepattonboggs.com.

En tant que cabinet d'avocats, nous prenons très au sérieux nos responsabilités et obligations de protéger les données personnelles de nos Candidats. Nous disposons d'un solide programme de gestion de la sécurité informatique destiné à protéger les données personnelles et autres informations que nous traitons, et sommes certifiés ISO27001 s'agissant des contrôles techniques et organisationnels du Cabinet sur un large spectre de systèmes et de processus. Ces mesures font l'objet d'un suivi et sont revues et améliorées régulièrement afin de satisfaire à nos responsabilités professionnelles et répondre aux besoins de nos clients.

Cette note d'information contient les informations suivantes :

1. [Identification du responsable de traitement](#) ;
2. [Coordonnées de notre délégué à la protection des données \(« DPO »\)](#) ;
3. [Sources des données personnelles](#) ;
4. [Catégories de données personnelles traitées, finalités et bases juridiques pour le traitement des données personnelles par le Cabinet](#) ;
5. [Durée de conservation des données personnelles](#) ;
6. [Comment nous partageons vos données au sein du Cabinet et avec les tiers](#) ;

7. [Transferts internationaux de données personnelles](#) ; et
8. [Droits des personnes concernées quant à leurs données personnelles](#).

Pour la définition de certains termes utilisés dans la présente note d'information, veuillez-vous reporter à [l'Annexe 1](#).

1 IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le responsable de traitement de vos données personnelles est l'entité européenne de Squire Patton Boggs à laquelle vous avez postulé.

Nos Bureaux de l'UE et du R-U font partie de, ou sont associés d'une façon ou d'une autre à, soit Squire Patton Boggs (UK) LLP, soit Squire Patton Boggs (US) LLP. Une liste de tous les Bureaux de l'UE et du partnership Squire Patton Boggs auquel ils sont associés ainsi que les coordonnées sont fournies en [Annexe 2](#).

Nos Bureaux de l'UE et du R-U agissent en tant que responsables de traitement conjoints pour certaines activités de traitement des données personnelles des Candidats, et chacun des bureaux de l'UE et du R-U est tenu de rendre cette note accessible à ses Candidats pour leurs propres bureaux ainsi que pour d'autres bureaux du Cabinet. Si nécessaire, nos Bureaux de l'UE et du R-U collaboreront ensemble ainsi qu'avec les autres bureaux du Cabinet aux fins de répondre aux demandes des personnes concernées qui exerceraient les droits qui leur sont conférés par la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles , tel que décrits ci-après en Section 8.

Le principal établissement de tous nos Bureaux de l'UE et du R-U, pour les besoins de la conformité à la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles est Squire Patton Boggs (UK) LLP, 2 & A Half Devonshire Square, London EC2M 4UJ, Angleterre.

2 COORDONNEES DU DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES (« DPO »)

Le Cabinet a décidé de désigner un Délégué à la Protection des Données (en anglais un Data Protection Officer (“DPO”)) pour l'assister dans ses efforts de mise en conformité s'agissant des traitements des données personnelles des Candidats, des clients et contacts professionnels.

Les coordonnées du DPO sont:

Par courrier: Data Protection Officer
 Squire Patton Boggs
 2 & A Half Devonshire Square
 London EC2M 4UJ
 Angleterre

Par email: DataProtectionOfficer@squirepb.com

Veuillez adresser tous vos courriers ou questions d'ordre général relatives à la présente note d'information ou à conformité du Cabinet à la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles à notre DPO. En ce qui concerne l'exercice de vos droits Règlementation Applicable sur la Protection des

Données Personnelles applicable une adresse e-mail dédiée, précisée ci-après en Section 8, a été mise en place pour permettre aisément à toute personne concernée de formuler une demande à cette fin.

3 SOURCES DES DONNEES PERSONNELLES

Dans la mesure du possible, nous recourons à une plateforme en ligne dédiée à la gestion des talents (« Plateforme de Recrutement ») utilisée par le Cabinet pour recueillir et traiter les candidatures de Candidats qui postulent à des postes ou fonctions au sein du Cabinet. Cette Plateforme de Recrutement nous permet de gérer les données personnelles des Candidats et de les partager avec les membres du personnel habilités au sein du Cabinet de façon sécurisée et conformément à nos obligations en application de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles. Nous utilisons la Plateforme de Recrutement principalement pour, au cas par cas, organiser, conserver et permettre le partage des données personnelles que vous nous communiquez. L'utilisation de la Plateforme de recrutement n'implique aucune prise de décision automatisée, ni aucun profilage des Candidats.

Parfois, lorsque cela se révèle techniquement nécessaire, nous pouvons être amenés à recourir au système de courrier électronique (e-mail) pour traiter votre candidature. Cela nous aide à recueillir des informations personnelles sur les Candidats lorsque la Plateforme de Recrutement s'avère inutilisable ainsi qu'à gérer certains aspects de nos traitements, telle l'organisation des entretiens et la réception d'informations contribuant à l'évaluation.

En règle générale, nous obtenons les données personnelles concernant les Candidats à partir de trois sources, détaillées ci-dessous.

Les données personnelles fournies par vous

Le Cabinet recueille des données personnelles directement auprès de vous (par voie électronique, par écrit, ou verbalement) ou via les agences de recrutements auxquelles nous recourons, ce qui inclut également l'utilisation de la Plateforme de Recrutement et l'utilisation du système d'e-mail. Le Cabinet pourra vous demander de fournir vos coordonnées, des informations concernant votre expérience, vos compétences et votre formation et toute autre information qui serait pertinente dans le cadre du processus de recrutement au regard du poste ou de la fonction auquel vous candidatez.

Le Cabinet décline toute responsabilité concernant les données personnelles que vous fournissez qui seraient hors des catégories de données personnelles demandées ou permises. Par exemple, bien qu'elles puissent être collectées pour des postes au Royaume-Uni, lorsque le poste concerné ne requiert pas de collecter des catégories particulières de données personnelles¹ ou que de telles données ne se

¹ Les « catégories particulières de données » que nous ne collectons pas en France sont données qui révéleraient l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique

révèlent pas pertinentes, nous ne procédons pas à leur traitement et les supprimons de notre système. En France nous ne les demandons ou collectons en aucun cas.

Données personnelles générées par le cabinet

Le Cabinet génère des données dérivées à partir des entretiens auxquels vous participez (par voie électronique ou verbalement, par téléphone, lors d'entretien physiques ou virtuels enregistrés) et des évaluations établies par vos interlocuteurs au cours de ces entretiens.

Les données personnelles fournies par des tiers

Le Cabinet peut également recevoir des données personnelles vous concernant de tiers qui fournissent des services au Cabinet ou à vous, telles des agences de recrutement. Par exemple, si vous postulez via une agence de recrutement, nous recevrons des données personnelles concernant votre expérience et vos qualifications de la part de cette agence. Nous pouvons également utiliser des plateformes en ligne hébergées par des tiers pour organiser des entretiens virtuels et vous soumettre à des tests de connaissances, que nous effectuons et évaluons.

Nous pouvons également recevoir des informations auprès de référents que vous nous autorisez à contacter. Lorsque cela est permis ou autorisé par les lois applicables, les informations reçues de tiers peuvent inclure les résultats des vérifications de vos antécédents universitaires et professionnels.

Enfin, nous pouvons également obtenir des données personnelles à partir de réseaux sociaux et sites internet professionnels, tel LinkedIn, Xing ou d'annuaires professionnels.

4 CATEGORIES DE DONNEES PERSONNELLES ET BASES JURIDIQUES POUR LES TRAITEMENTS

Le Cabinet traite diverses catégories de données personnelles aux fins décrites ci-après et identifiées dans cette section. La base juridique sur laquelle nous appuyons pour ce faire variera en fonction du type d'activité de traitement concerné, et inclura généralement les éléments suivants :

- Lorsque le traitement est nécessaire au Cabinet dans le cadre de la discussion et de la négociation d'un futur contrat de travail, de collaboration, de stage ou d'association (« partnership ») avec vous ;
- Lorsque le traitement est nécessaire à la poursuite des intérêts légitimes du Cabinet ou de ceux de nos clients, à moins que ne prévalent vos intérêts ou libertés et droits fondamentaux ;
- Lorsque le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le Cabinet est soumis ; ou
- Sur la base de votre consentement.

Sous réserve de ce qui est déjà indiqué ci-dessous, nous précisons, au moment de la collecte, si le traitement de vos données personnelles par le Cabinet est une exigence légale ou contractuelle, si vous êtes obligé de fournir les informations

personnelles demandées et les conséquences éventuelles de la non-fourniture de ces informations. Dans le cas où le consentement serait la base juridique du traitement de vos données personnelles, nous recueillerons votre consentement au moment de la collecte.

Le Cabinet traite vos données personnelles dans le cadre de son processus de recrutement aux fins d'attirer de nouveaux talents, notamment des Associés, collaborateurs, stagiaires ou membre du personnel.

Les catégories de données personnelles vous concernant que le Cabinet traite aux fins de recrutement incluent notamment :

Vérifications initiales concernant les Candidats			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique	Nos intérêts légitimes le cas échéant
Données d'identification (i.e. nom, numéro de téléphone, adresse e-mail).	Vous contacter concernant votre candidature.	Intérêts légitimes.	Nous permettre d'évaluer de manière appropriée les candidatures reçues et sélectionner les Candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.
CV (ou votre profil sur un réseau social ou site internet professionnel), informations concernant vos qualifications et expériences, votre parcours professionnel (notamment vos fonctions, rémunération actuelle ou souhaitée et toute information pertinente relative à votre temps de travail), vos centres d'intérêts, des informations concernant votre cursus académique, notamment vos diplômes, titres professionnels et certificats, vos compétences linguistiques.	Examiner vos qualifications, compétences et expériences au regard du poste envisagé.	Intérêts légitimes.	Nous permettre d'évaluer de manière appropriée votre candidature et sélectionner les Candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.

Informations concernant votre situation légale quant au droit de travailler dans le pays dans lequel vous avez candidaté.	S'assurer que vous êtes en droit de travailler dans le pays dans lequel d'exercice du poste concerné.	Obligation légale.	/
---	---	--------------------	---

Autres informations que nous pouvons vous demander lors du processus de recrutement et de sélection (Tous Bureaux de l'UE et du R-U)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique	Nos intérêts légitimes le cas échéant
Informations sur vos connaissances/compétences et sur vos précédentes expériences et sur vos choix de carrière professionnelle (généralement évaluées lors d'un entretien physique ou par téléphone).	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Intérêts légitimes.	Nous permettre de sélectionner les candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.
Enregistrement vidéo de vos réponses aux questions posées lors de l'entretien réalisé à l'aide de notre plateforme d'évaluation numérique.	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Consentement	/
Adresse personnelle (actuelle et dans certains cas précédente) et vérifications des antécédents (en France pour les Associés).	Examiner vos antécédents (données partagées avec les bureaux américains et anglais).	Intérêts légitimes.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.
Concernant les profils d'avocats seniors : information sur la clientèle et les activités antérieures, et le cas échéant, la clientèle et les activités potentielles, notamment concernant toute représentation d'une partie	Évaluer le courant d'affaires/rentabilité et apprécier si les potentiels clients pourrait entraîner un conflit d'intérêts.	Intérêts légitimes.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.

concurrente du Cabinet ou des cabinets précédents.			
Concernant les profils d'avocats seniors : informations sur d'éventuelles fonctions dans le cadre de trusts ou de mandataire social ainsi que sur les participations dans des sociétés/entités clientes.	Apprécier si les intérêts professionnels du Candidat sont compatibles avec ceux du Cabinet.	Intérêts légitimes.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.
Information sur l'admission au Barreau et, à l'exclusion de la France, numéro d'inscription.	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Obligation légale.	/
Pour les profils les plus seniors (en France , pour les Associés) : informations relatives à d'éventuelles implications du Candidat dans procédures administratives, procédures collectives, procédures d'arbitrage ou devant des juridictions	Examiner vos antécédents et votre passé financiers (données partagées avec les bureaux américains et anglais)	Nos intérêts légitimes	Nous assurer que les profils seniors pouvant être embauchés au sein du Cabinet sont qualifiés et capables d'assumer des responsabilités financières

Autres informations que nous pouvons vous demander préalablement à votre embauche (Tous Bureaux de l'UE et du R-U)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique	Nos intérêts légitimes le cas échéant
Références fournies par des clients (uniquement pour les profils senior).	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Intérêts légitimes.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.

Respect des obligations légales et réglementaires en matière d'emploi (uniquement au Royaume-Uni)

Uniquement au Royaume-Uni, nous demandons et recueillons des Catégories particulières de Données personnelles et d'autres données personnelles à des fins de reporting en matière de diversité auprès des salariés et candidats. Il n'est pas obligatoire de fournir ces données, qui n'auront aucune incidence sur l'examen de la candidature. Les données que vous choisissez de nous fournir sont utilisées à des fins statistiques en conformité avec la législation britannique.

Nous recueillons également les données de santé nécessaires pour respecter la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail, ainsi que la législation en matière d'égalité et de droits à l'emploi.

S'agissant de certains postes au sein du service financier, nous pouvons demander une vérification basique de casier judiciaire à titre de condition à l'embauche, puis une fois par an par la suite pour respecter la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Les catégories de données personnelles que le Cabinet peut traiter à votre sujet pour les finalités susmentionnées incluent les suivantes :

<i>Respect des obligations légales et réglementaires en matière d'emploi (<u>uniquement au Royaume-Uni</u>)</i>				
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique		Loi applicable ou nos intérêts légitimes
		Article 6 RGPD	Data Protection Act 2018 britannique	
Catégories particulières de données personnelles en matière de diversité et d'égalité : origine raciale ou ethnique, orientation sexuelle, religion ou convictions, handicap.	Suivre et mesurer es résultats des stratégies du Cabinet en matière de diversité et d'inclusion. Respecter les exigences en matière de rapports sur la diversité et l'égalité auprès de la <i>Solicitors Regulation Authority</i> et autres	Obligation légale.	Acquitter nos obligations en vertu de la législation en matière d'emploi, de sécurité sociale et de protection sociale. Annexe 1, partie 1, para. 1 de la Data	Equality Act 2010. Employment Rights Act 1996. Exigences en matière de rapports sur la diversité auprès de la Solicitors Regulation Authority.

	organisations concernées.		Protection Act 2018 britannique.	
Autres données destinées au suivi et aux rapports en matière de diversité : Sexe, tranche d'âge, gratuité de la cantine scolaire, nom de l'établissement d'enseignement secondaire, si vous le êtes le premier membre de la famille à fréquenter l'université, si vous êtes la personne qui s'occupe principalement d'un enfant, si vous vous occupez d'autres personnes (y compris en tant que tuteur), statut de réfugié ou de demandeur d'asile.	<p>Suivre et mesurer es résultats des stratégies du Cabinet en matière de diversité et d'inclusion.</p> <p>Respecter les exigences en matière de rapports sur la diversité et l'égalité auprès de la <i>Solicitors Regulation Authority</i>² et autres organisations concernées.</p>	Obligation légale	<p>Acquitter nos obligations en vertu de la législation en matière d'emploi, de sécurité sociale et de protection sociale.</p> <p>Annexe 1, partie 1, para. 1 de la Data Protection Act 2018 britannique.</p>	Exigences en matière de rapports sur la diversité auprès de la Solicitors Regulation Authority.
Catégories particulières de données personnelles : Informations concernant la santé.	<p>Avoir connaissance d'éventuels problèmes de santé pour des raisons de santé et de sécurité.</p> <p>Apporter les modifications nécessaires au poste de</p>	Obligation légale	Acquitter nos obligations en vertu de la législation en matière d'emploi, de sécurité sociale et de	<p>Health and Safety at Work Act 1974</p> <p>Equality Act 2010.</p> <p>Employment Rights Act 1996.</p>

	travail pour permettre à une personne handicapée de travailler.		protection sociale. Annexe 1, partie 1, para. 1 de la Data Protection Act 2018 britannique.	
Données de casier judiciaire : Détail des condamnations pénales prononcées à votre rencontre par les juridictions d'Angleterre et du Pays de Galles inscrites à votre casier judiciaire.	Respecter la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et protéger les avoirs des clients.	Intérêts légitimes.	Exigences réglementaires concernant les actes illégaux et la malhonnêteté. Annexe 1, partie 2, para. 12 de la Data Protection Act 2018 britannique et Annexe 1, partie 3, para. 36.	Surveiller le comportement et l'intégrité de certains salariés travaillant au sein du service financier. Respecter l'article 21 des Money Laundering, Terrorist Financing and Transfer of Funds (Information on the Payer) Regulations 2017.
Vérifications de solvabilité : Informations publiques concernant l'intégrité financière, notamment décisions de justice suivantes : County Court Judgements, Bankruptcy, Bankruptcy Restriction Orders, Individual	Respecter la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et protéger les avoirs des clients.	Intérêts légitimes.	/	Surveiller le comportement et l'intégrité de certains salariés travaillant au sein du service financier. Respecter l'article 21 des Money Laundering, Terrorist Financing and Transfer of Funds (Information on the Payer) Regulations 2017.

Voluntary Arrangements, Fast Track Voluntary Arrangements, Debt Relief Orders, Debt Restriction Orders, Decrees, Sequestration Orders, Notices of Correction.				
--	--	--	--	--

5 CONSERVATION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le Cabinet conserve vos données personnelles pendant la durée nécessaire au regard des finalités énoncées dans la présente note d'information ou telle que requise par la loi applicable ou afin de constater, exercer ou défendre nos droits en justice ou de poursuivre nos intérêts légitimes.

Notre politique générale consiste à conserver les dossiers des Candidats jusqu'à la fin du processus de recrutement, ainsi que pendant la durée de prescription applicable et, le cas échéant, la durée de toute procédure judiciaire. Plus précisément, vos données personnelles sont conservées de la façon suivante :

Si vous candidatez spontanément et que votre candidature n'est pas retenue :

- Vos données personnelles seront intégralement supprimées 90 jours après la fin du processus de recrutement s'agissant du poste auquel vous avez candidaté, à moins que vous nous demandiez de les conserver pour une durée supérieure dans le cas où une offre d'emploi future pourrait correspondre à votre profil.

Si vous candidatez par l'intermédiaire d'une agence de recrutement et que votre candidature n'est pas retenue :

- Vos données personnelles seront supprimées 90 jours après la fin du processus de recrutement s'agissant du poste auquel vous avez candidaté, excepté votre nom, adresse e-mail et le nom de l'agence de recrutement qui seront conservées pendant 12 mois. Cela nous permet de respecter nos obligations contractuelles à l'égard desdites agences de recrutement qui nous adressent vos candidatures.

Nous supprimons toute prise de contact et présentation introductive que nous aurions pu vous adresser via les réseaux sociaux, tel LinkedIn, dans le délai d'un mois suivant la fin de cette conversation via ces sites.

6 COMMENT NOUS COMMUNIQUONS OU PARTAGEONS VOS DONNEES AU SEIN DU CABINET OU AVEC DES TIERS

Les façons dont nous partageons des données personnelles relatives aux Candidats entre nos Bureaux de l'UE et du R-U et nos autres bureaux dans le monde, et avec des prestataires et des partenaires commerciaux de confiance, sont présentées ci-dessous.

Intragroupe

Les données personnelles pertinentes concernant les Candidats sont partagées avec le personnel autorisé du Cabinet, au sein et à l'extérieur de l'UE, de l'Espace Economique Européen (ou EEE) et du R-U, en ce compris les recruteurs, et lorsque cela est nécessaire s'agissant de certains Candidats, les membres du Global Board (conseil du cabinet global), Lawyer Personnel Committee (pour les avocats), le Practice Group Leader (Associé responsable du Département) du département en question, le Office Managing Partner (Associé responsable du bureau) en question, le Industry Group Leader (le responsable du groupe sectoriel) en question, les membres des services RH, finances et autres personnes impliquées dans la gestion du Cabinet et l'administration des politiques de recrutement et de rémunération, le tout d'une manière loyale et coordonnée pour l'ensemble de nos bureaux et départements dans le monde entier.

Pour tous les recrutements, nous utilisons :

- La Plateforme de Recrutement dédiée du Cabinet, qui comporte les données personnelles que vous ou l'agence de recrutement qui a présenté votre candidature a renseigné dans le formulaire de candidature de notre Cabinet. Cette Plateforme est hébergée par le Cabinet aux Etats-Unis et est utilisée pour gérer les informations que vous nous communiquez d'une manière sécurisée.
- La plateforme de gestion interne du Cabinet qui nous permet d'obtenir l'approbation nécessaire à tout recrutement, et qui contient pour tout Candidat le nom, le parcours académique et professionnel ainsi que la rémunération proposée. Cette plateforme est hébergée par le Cabinet aux Etats-Unis.
- Divers autres systèmes à usage multiple, tels des solutions de messagerie électronique, de management, de finance, notre plateforme d'évaluation en ligne et système de gestion des RH que nous utilisons à des fins de communication ou pour des finalités générales de gestion interne. Ces solutions sont hébergées par le Cabinet sur des serveurs situés au sein du R-U et aux Etats-Unis.

Les Tiers

Nos Bureaux de l'UE et du R-U communiquent également les données personnelles des Candidats à des prestataires de services de confiance (« sous-traitants » au sens la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles applicable) dans le cadre de contrats qu'ils concluent avec eux. Ces contrats comportent des garanties appropriées pour protéger les données personnelles échangées. Les destinataires des données sont, par exemple, des prestataires de services

informatiques, des fournisseurs de solutions de « talent management », des systèmes d'information RH, des cabinets de vérification des antécédents et références.

Vos données personnelles peuvent également être communiquées à des partenaires commerciaux du Cabinet, agissant en tant que responsables de traitement indépendants afin de vous fournir des services ainsi que, le cas échéant, aux membres de votre famille. Ces sociétés sont par exemple des agences de recrutement, des comptables, des banques impliquées dans le traitement des remboursements de dépenses, des sociétés de télécommunications et téléconférences, des entreprises de déménagement, des agences de voyages, des hôtels, des compagnies aériennes, des agences de location de voitures et toutes autres entreprises impliquées dans la fourniture de services de voyages d'affaires.

Le cabinet publie des informations sur vos qualifications professionnelles avec votre photo sur notre site Web externe pour faciliter la visualisation par les clients et les clients potentiels.

7 TRANSFERT INTERNATIONAL DE DONNEES PERSONNELLES

Intragroupe

En raison de la nature internationale de nos opérations, vos données personnelles peuvent être transférées et partagées avec les effectifs du Cabinet autorisé dans des bureaux situés en dehors de l'UE et du R-U. Ces transferts sont encadrés par des accords internationaux de transfert de données incorporant les Clauses Contractuelles Types approuvées par la Commission européenne. Vous pouvez en demander une copie en contactant le DPO, comme indiqué dans la section 2 ci-dessus.

Les Tiers

Certains des tiers avec lesquels nous partageons vos données personnelles sont situés en dehors de l'Espace Economique Européen (EEE) de l'UE ou du R-U. À moins que les destinataires soient situés dans des pays jugés adéquats par la Commission européenne, nous mettrons en place des accords de transfert de données basés sur les Clauses Contractuelles Types de l'UE ou sur d'autres mécanismes de transfert de données disponibles (par exemple, des règles d'entreprise contraignantes dites « BCR », des certifications ou des codes de conduite approuvés) pour protéger les données personnelles qui sont transférées à des destinataires situés en dehors de l'UE et du R-U. Dans des cas exceptionnels, nous pouvons nous fonder sur certaines dérogations réglementaires en matière de transferts internationaux de données.

Vous pouvez demander une copie des Clauses Contractuelles Types de l'UE ou toute autre document relatif aux transferts internationaux en contactant le DPO comme indiqué dans la section 2 ci-dessus.

8 DROITS DES PERSONNES CONCERNEES RELATIFS A LEURS DONNEES PERSONNELLES

La Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles ou des Etats membres applicables en matière de protection des données accordent aux

personnes concernées certains droits sur leurs données sous certaines conditions, à savoir le droit de :

- a) Demander des détails sur les données personnelles que nous traitons, et obtenir une copie des données que nous détenons à cet égard ;
- b) Corriger ou mettre à jour leurs données personnelles ;
- c) Transmettre des données personnelles que la personne concernée nous a fournies, sous une forme lisible par machine, à une autre partie;
- d) Effacer les données que nous détenons à leur sujet ;
- e) Demander la limitation ou s'opposer à une activité de traitement ; et
- f) S'opposer au traitement:
 - 1. Pour des motifs liés à la situation particulière de la personne, lorsque le traitement est basé sur l'intérêt légitime de Squire Patton Boggs ; ou
 - 2. Lorsque des données personnelles sont traitées à des fins de marketing direct ; et
- g) Refuser de donner leur consentement ou retirer leur consentement, si le consentement est la base du traitement des données personnelles.

Dans certains cas, l'exercice de ces droits (par exemple, effacement, opposition, limitation du traitement ou encore rétraction ou retrait du consentement) peut nous empêcher de réaliser les finalités décrites à la Section 4 de la présente note d'information en rapport avec votre futur emploi, collaboration, association ou stage au sein du Cabinet.

Pour nous aider à respecter notre obligation de maintenir l'exactitude de vos données personnelles, veuillez nous informer par écrit de tout changement apporté à vos données personnelles en les mettant à jour via la Plateforme de recrutement ou en contactant notre équipe des ressources humaines. Lorsque vous nous avez informés d'une inexactitude, ou que nous en avons eu connaissance, nous prendrons les mesures appropriées pour rectifier l'information.

La réponse du Cabinet aux demandes des personnes concernées relatives à l'exercice de leurs droits en vertu de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles (en anglais, « data subject action requests » ou « DSAR ») est supervisée par une équipe interne composée du DSAR Manager, du Office of General Counsel, du DPO et d'autres professionnels compétents pour répondre à ces demandes.

Toute personne souhaitant faire valoir ses droits au titre de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

Par courrier: DSAR Manager
Squire Patton Boggs (UK) LLP

Room 4.65
6 Wellington Place
Leeds LS1 4AP
England

Par email: DataSubjectRequests@squirepb.com

Vous pouvez obtenir de plus amples informations et télécharger un formulaire pour exercer vos droits en utilisant ce [lien](#).

Vous avez aussi le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle compétente.

Annexe 1 Définitions

Associé (<i>partner</i>)	Signifie toute personne physique autorisée par le Cabinet à utiliser le titre d'associé.
Candidat	Tel que défini dans l'Introduction de la note d'information.
catégories particulières de données personnelles	Signifie une donnée personnelles qui révèle l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne
Données Personnelles (le terme exact dans les textes est « Données à caractère personnel ») (<i>Personal Data</i>)	Signifie toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée «Personne concernée»); est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
Employés	Signifie les employés à temps complet ou partiel, intérimaires, stagiaires, apprentis, employés réintégrés employés retraités ou anciens employés.
Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles	Signifie le RGPD, le RGPD du R-U le UK Data Protection Act 2018 et toute autre réglementation nationale sur la protection des données personnelles
Responsable de traitement (<i>Controller</i>)	Signifie la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.
RGPD (GDPR)	Signifie le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du conseil 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).
RGPD du R-U	Signifie la loi du R-U incorporant le RGPD dans la législation du R-U

Traitement (<i>Processing</i>)	Signifie toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de Données Personnelles, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.
--	--

Annexe 2 Les bureaux et entités juridiques de Squire Patton Boggs dans l'UE à ce jour

Squire Patton Boggs (UK) LLP

2 & A Half Devonshire Square
London EC2M 4UJ
Angleterre

Bureaux de Squire Patton Boggs (UK) LLP au Royaume-Uni (R-U)

Squire Patton Boggs (UK) LLP
Rutland House
148 Edmund Street
Birmingham B3 2JR
Angleterre

Squire Patton Boggs (UK) LLP
6 Wellington Place
Leeds LS1 4AP
Angleterre

Squire Patton Boggs (UK) LLP
No 1 Spinningfields
1 Hardman Square
Manchester M3 3EB
Angleterre

Autres entités légales au Royaume-Uni (RU)

Squire Patton Boggs Park Lane Limited
Rutland House
148 Edmund Street
Birmingham B3 2JR
Angleterre

Squire Patton Boggs (Australia) LLP
2 & A Half Devonshire Square
London EC2M 4UJ
Angleterre

Bureaux de Squire Patton Boggs (UK) LLP au sein de l'Union Européenne

Squire Patton Boggs (UK) LLP
Avenue Lloyd George, 7
1000 Brussels
Belgique

Squire Patton Boggs (UK) LLP
Plaza Marques de Salamanca 3-4, 7th Floor
28006 Madrid
Espagne

Squire Patton Boggs (UK) LLP
Via San Raffaele 1
20121 - Milan
Italie

Squire Patton Boggs (US) LLP

2 & A Half Devonshire Square
London EC2M 4UJ
Angleterre

Bureaux de Squire Patton Boggs (US) LLP au sein de l'Union Européenne

Squire Patton Boggs (US) LLP
Avenue Lloyd George, 7
1000 Brussels
Belgique

Squire Patton Boggs (US) LLP
Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys-at-Law
Unter den Linden 14
10117 Berlin
Allemagne

Squire Patton Boggs (US) LLP
Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys-at-Law
Herrenberger Straße 12
71032 Böblingen
Allemagne

Squire Patton Boggs (US) LLP
Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys-at-Law
Eurotheum, Neue Mainzer Straße 66-68
60311 Frankfurt am Main
Allemagne

Autres entités légales au sein de l'Union Européenne

Advokátska kancelária
Squire Patton Boggs s.r.o.
Zochova 5
811 03 Bratislava
République Slovaque

Hausmann Associés SELARL trading under the name Squire Patton Boggs
7, rue du Général Foy
75008 Paris
France

Squire Patton Boggs s.r.o.,
advokátní kancelář
Václavské náměstí 813/57
110 00 Prague 1
République tchèque

Squire Patton Boggs Krześniak sp.k.
Rondo ONZ 1
00-124 Warsaw
Pologne
